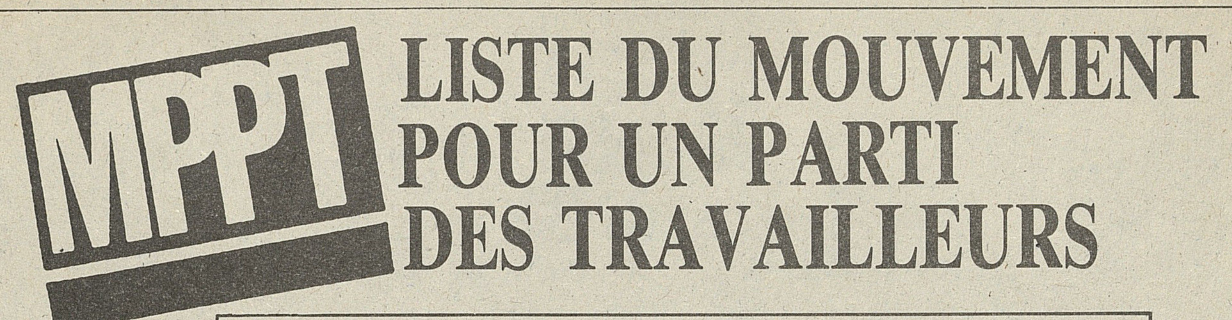


LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité** : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU  MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

SOMME

Andrée Pecque (74 ans, retraitée)

POUR LA DÉFENSE DU SOCIALISME

« Militante déçue et démissionnaire de la SFIO, puis de l'actuel Parti socialiste, j'ai rejoint le MPPT pour retrouver un parti réellement ancré à gauche. Pour défendre un idéal qui m'est cher, je suis candidate aux prochaines législatives avec le désir de défendre le socialisme.

Je vous appelle à voter pour notre liste afin de démontrer qu'un rassemblement ouvrier est en train de se construire pour la victoire du socialisme. »

Andrée Pecque
directrice d'école honoraire
militante socialiste depuis 1927

SANS chercher à noircir par plaisir le bilan de ce gouvernement dit « de gauche », il faut convenir que le chômage est devenu pour les travailleurs la principale angoisse. Avec 2 756 emplois supprimés dans l'industrie de notre département en 1984, ces « pertes » sont les plus fortes de ces quinze dernières années.

Est-ce fatal ? Nous disons non !

Ces « pertes » viennent pour l'essentiel des 3 % d'entreprises qui occupent à elles seules près de 50 % des travailleurs de la Somme.

Dans le cadre de la « modernisation », des milliards leur ont pourtant été versés, mais sans engagement et sans contrôle. BSF, par exemple, a reçu de l'Etat, de la région et du département, en « aides financières », dégrèvements de taxes, exonération des cotisations à la Sécurité sociale... Pour quel résultat ? Notre département a un taux de chômage de 12,6 %. Les licenciements se sont accumulés chaque année. Et pourtant, on a généralisé les emplois précaires et sous-payés ; puis les TUC à 1 200 F par mois sans garantie d'embauche ultérieure. Tout cela parce que les députés du PS et du PCF n'ont pas rejeté les lois du profit, n'ont pas établi, dans le cadre national, un plan de production répondant aux réels besoins des travailleurs du textile, de la métallurgie, du bâtiment ou de la machine-outil.

Les dirigeants du PCF, qui critiquent la politique gouvernementale aujourd'hui, MM. Gremetz, Couillet et Mme Leblanc, n'ont pourtant pas voulu redéposer le projet de loi visant à sauvegarder l'emploi des travailleurs de la sidérurgie dont ils étaient signataires en 1979.

Et l'école laïque ? Ils l'ont sabotée en la sacrifiant aux intérêts des forces réactionnaires du patronat et de la hiérarchie ecclésiastique.

Des millions de francs sont versés aux écoles privées alors que les établissements publics du département (collèges, lycées, LEP) sont insuffisants et surchargés, au détriment de l'avenir de la jeunesse.

Nos députés dits « de gauche » n'ont pas remis en cause l'arsenal des lois anti-laïques de droite ; conséquences à Amiens, 900 F seront versés par enfant aux écoles privées ; à Roye, 90 millions seront payés par la municipalité.

Où donc MM. Lamps, Gremetz, aussi bien que M. Fleury, dans le cadre de la décentralisation, trouveront-ils cet argent ? En augmentant une fois de plus les impôts locaux, en sacrifiant les budgets des activités culturelles, sportives et associatives.

Ces situations lamentables motivent l'abstention ouvrière massive lors des votes. Le dégoût a remplacé l'espoir ; l'avertissement donné dans les quartiers ouvriers s'abstenant de 42 à 51 % lors des municipales d'Amiens n'a pas été entendu. En 1983, 1984, 1985, la même politique a été suivie, tournant le dos aux travailleurs et aux jeunes.

Cette politique, qui sert la droite, permet aujourd'hui à M. Audinot et ses amis de redresser la tête et d'espérer gouverner demain avec M. Mitterrand.

Voilà le bilan des résultats désastreux dont la responsabilité grave incombe à ce gouvernement qui se voulait de gauche.

Heureusement, nous savons que les travailleurs et les jeunes ne se résignent pas, nous rejoignent dans les sections du MPPT et appellent à voter pour nous.

LE 16 MARS
AVEC LE MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS (MPPT)

Imp PIE 75

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LA LISTE CONDUITE PAR ANDRÉE PECQUE

et composée de Michel CAULLIER, 32 ans, employé à la Sécurité sociale, **Jean-Michel WARIN,** 38 ans, instituteur spécialisé, **Jean PATTE,** 61 ans, retraité, **Anne-Marie MAIRESSE,** 34 ans, employée de bureau, **Hervé FARCY,** 33 ans, ouvrier, **Francis POQUET,** 27 ans, étudiant, **Michel HANSART,** 41 ans, agent de maîtrise.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.